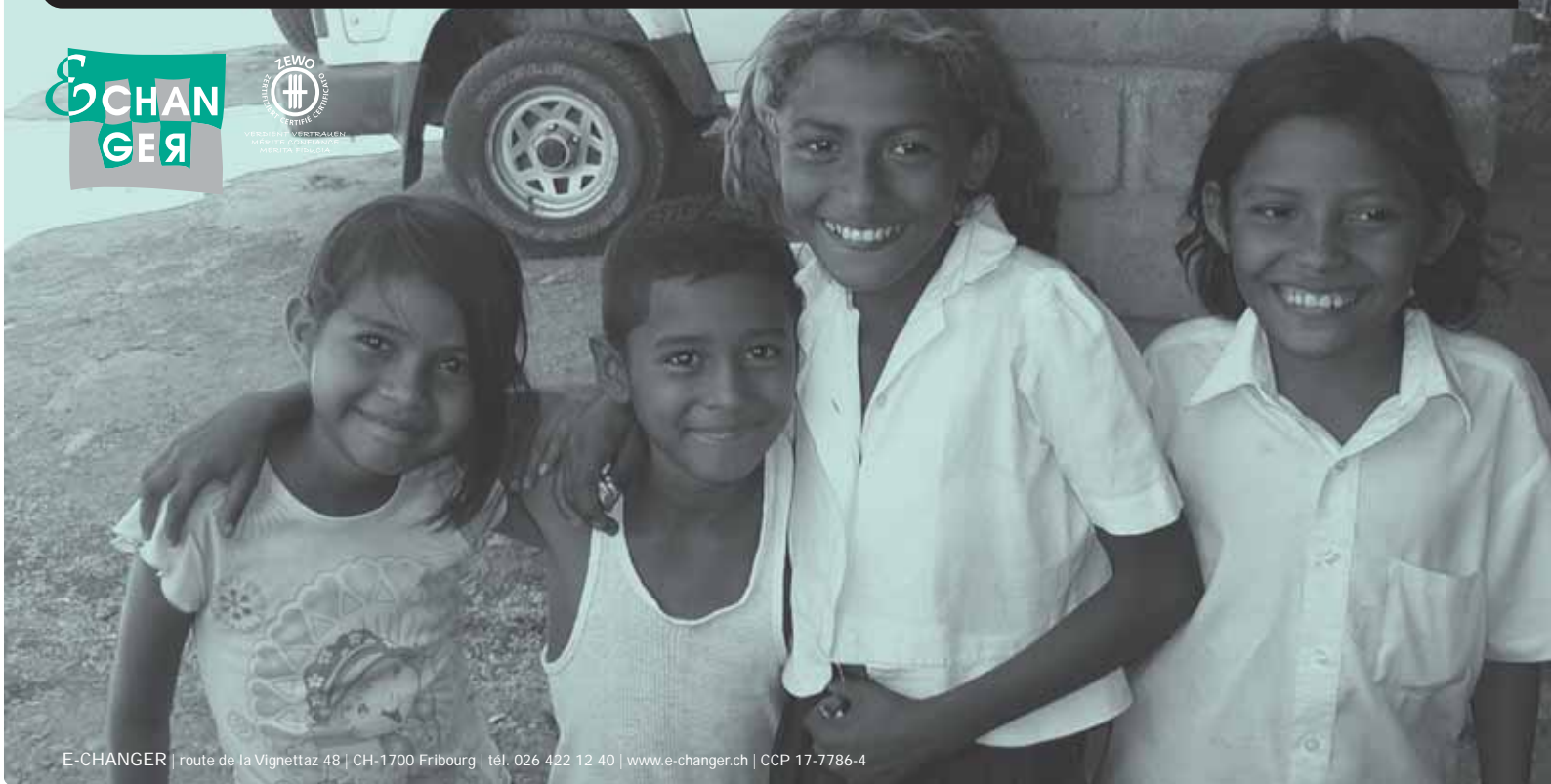


COOPÉR·ACTION



E-CHANGER | route de la Vignettaz 48 | CH-1700 Fribourg | tél. 026 422 12 40 | www.e-changer.ch | CCP 17-7786-4

COOPÉRATION SOLIDAIRE: DÉFINITION OU REDÉFINITION

EDITO

2006, année de questionnements. C'est vrai pour E-CHANGER aussi bien que pour la Suisse en général.

Désireux de renforcer l'implication de notre association dans les pays de coopération, le comité de E-CH a accepté un projet de restructuration du secrétariat qui prévoyait la délocalisation partielle d'un secrétaire général en Amérique latine. Cette délocalisation n'a pas été bien comprise par les membres. Alors, comme les réactions engendrées comportaient plus d'éléments négatifs que positifs, le comité a décidé d'y renoncer. La crise qui en a résulté a secoué notre ONG cette année et il serait naïf de penser qu'elle ne laissera pas de traces. Certaines seront certes des blessures, d'autres heureusement seront l'occasion de grandir: E-CHANGER ressort de ce processus avec une culture plus participative, avec une implication plus grande des membres dans les organes associatifs et avec l'expérience d'une prudence accrue dans l'innovation.

Cela ne remet cependant pas en question le principe même d'une ONG toujours plus proche des pays du Sud, toujours plus coopérative, délaissant autant que faire se peut une vision paternaliste ou verticale des rapports Nord-Sud. Il y a donc beaucoup de choses constructives à tirer de cette crise.

Cette marque de respect accru de nos partenaires s'avère chaque jour plus nécessaire. L'année 2006 est d'ores et déjà caractérisée par de douteux dérapages en matière de développement, bien loin d'une critique constructive. Lorsqu'un Conseiller fédéral se permet de toiser l'Afrique, lorsque sa formation politique prétend faire payer l'Aide suisse aux pays de l'Est en coupant dans celle destinée au Sud, c'est le fondement même de la coopération qui est attaqué de façon intolérable. Dans un climat où le vote du 24 septembre a porté un coup rude au moral du monde de la solidarité (sans toutefois le décourager), l'effort renouvelé d'expliquer le sens de notre action est considérable.

Heureusement, il ne faudra pas attendre plus tard que la votation du 26 novembre* pour refaire l'unité de celles et ceux qui se battent pour l'ouverture dans notre pays. Néanmoins, il ne suffira pas à cette occasion de défendre l'aide à l'Est pour cent millions de francs pendant dix ans, mais il faudra dire et redire avec force que l'aide au Sud n'est en tout cas pas moins nécessaire. Expliquer aussi que c'est un geste d'ouverture, avec comme toujours une double fonction: aider l'autre et s'aider soi-même.

> Luc Recordon, Conseiller national, membre du comité de E-CHANGER

* Editio écrit avant la votation du 26.11.06

«LA COOPÉRATION SOLIDAIRE, PLUTÔT QUE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT»

Parlementaire socialiste du Tessin, président de l'Union internationale contre le cancer (UICC), le docteur Franco Cavalli est aussi un acteur de premier plan au sein de la coopération helvétique. Depuis les années huitante, il a fait de la solidarité internationale l'un des espaces préférés de sa militance quotidienne.

«L'aide au développement» fait-elle fausse route?

Le concept est faux. Je ne mets pas en doute la notion d'aide. Nous devons continuer à coopérer et à nous montrer solidaires. Nous devons surtout promouvoir le changement politique des règles du jeu sur le plan international.

Alors, quel type de coopération ici au Nord?

Une coopération solidaire pour soutenir ces pays et développer leur société civile. Et en même temps créer les bases d'une solution aux problèmes structurels de la planète. Sans oublier qu'au travers de cette coopération nous devons favoriser la prise de conscience ici en Suisse, dans le Nord.

Et comme la «gauche traditionnelle» n'a plus cette capacité d'analyse critique, nous pouvons et nous devons promouvoir une conscience progressiste dans le Nord en nous basant sur l'expérience et le témoignage des volontaires, des coopérant-e-s, des acteurs de la solidarité, qui vont travailler et collaborer dans les pays du Sud.

Ceux qui ont connu concrètement la vie quotidienne de ces pays peuvent amener ici un discours cohérent de coopération solidaire. Ils peuvent témoigner pratiquement et se faire comprendre de tout le monde...

Et au Sud ?

Coopérer pour permettre aux acteurs du Sud de développer leur potentiel progressiste, créatif, innovateur, en faveur d'un changement structurel. La réalité de ces partenaires nous parviendra grâce aux coopérants solidaires qui vont et viennent. Ils voient «in



Franco Cavalli

situ» que le sous-développement ne résulte pas d'une loi naturelle ou d'une malédiction divine, mais qu'il provient de diverses causes...

C'est-à-dire, renforcer les acteurs les plus dynamiques?

Un exemple de notre travail avec l'AMCA (Association d'aide médicale à l'Amérique centrale): à Managua (Nicaragua), nous appuyons – parmi d'autres initiatives – une école située dans un quartier marginal de la capitale où vivent d'anciens combattants. Mais nous nous sommes posés la question suivante: quelle différence existe-t-il entre notre travail et celui des écoles de l'Eglise catholique? Nous résolvons le problème éducatif de 300 enfants – ce qui est important – mais notre école est totalement éloignée de la réalité «nica»... Nous devons changer, sinon cette initiative n'a pas grand sens. La coopération solidaire doit aider au renforcement de la société civile pour construire une alternative au système conservateur, néo-libéral et oligarchique dominant.

Dans ce schéma quelles sont les composantes essentielles de l'apport du coopérant?

Des gens qui apportent un savoir et qui, simultanément, adaptent ces connaissances à la réalité locale dans un processus continu de cohérence et d'apprentissage de la réalité. Cela signifie un apport énorme, qui va aussi du Sud au Nord. Pour réaliser tout cela, il est indispensable de faire le bon choix du candidat au départ. Avec le temps, nous sommes devenus plus sélectifs afin de pouvoir compter sur des gens capables d'évoluer positivement dans le cadre d'une expérience au Sud, des gens qui ne restent pas paralysés face au changement culturel et qui ne rejettent pas tout en prétendant que l'on ne peut rien changer...

> Sergio Ferrari, collaboration UNITE/E-CH
Trad H.P. Renk

NICARAGUA: VICTOIRE ÉLECTORALE DU SANDINISME

Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), après 16 années passées dans l'opposition, a remporté les élections du 5 novembre dernier. Ainsi, son candidat, l'ex-président Daniel Ortega, reprendra les rênes du gouvernement dès le 10 janvier 2007. Bien que le programme électoral du FSLN et son discours politique actuel (une sorte de néo-sandinisme) différent beaucoup de celui des années 1980, les secteurs les plus humbles de la population nicaraguayenne ont célébré cette victoire électorale. Ils espèrent que la «sensibilité sociale» du sandinisme améliorera la situation concrète de 70% de la population, qui vivent aujourd'hui avec moins de

2 dollars (CHF 2.60) par jour.

Aujourd'hui, E-Changeur dispose de 7 volontaires au Nicaragua. Notre ONG espère que les espaces de coopération solidaire s'élargiront et se renforceront durant cette nouvelle étape. Nous réaffirmons notre volonté de poursuivre nos activités dans ce pays si important pour l'histoire du mouvement. C'est aussi là qu'est enterré notre frère Maurice Demierre. (SFi)



LA BOLIVIE APRÈS 10 MOIS DE PRÉSIDENTICE D'ÉVO MORALES

ESPOIRS ET CONFLITS

Le gouvernement d'Evo Morales se caractérise par son lien profond avec les mouvements sociaux. Les principales propositions de son programme s'opposent au néo-libéralisme et au colonialisme qui ont marqué l'État bolivien durant les dernières années. Son discours a des accents indigène, nationaliste et populaire. Ceci provoque des réactions controversées principalement dans les classes aisées, habituées à une vision plutôt occidentale.

Il est évident que la politique gouvernementale doit conduire à une transformation profonde. Cependant, après dix mois de gouvernement, les résultats n'influent pas encore concrètement les conditions de vie des gens. La pauvreté, et par conséquent la migration à la recherche de meilleures conditions de vie, continuent d'augmenter.

Sur la base de ses promesses électorales, Evo Morales a nationalisé les hydrocarbures, mis en place l'Assemblée Constituante et présenté son Plan National de Développement: «une Bolivie digne, souveraine, productive et démocratique pour vivre bien». Ces derniers temps, il a signé le nouveau contrat de vente de gaz à l'Argentine dans des conditions très favorables pour la Bolivie, avec un prix d'exportation plus élevé.

Dans le délai prévu (28 octobre) et avec la devise «Mission accomplie avec tout le peuple bolivien», Evo Morales a signé les contrats avec les entreprises pétrolières qui opèrent en Bolivie, récupérant définitivement, pour le pays et sans indemnisation, la propriété des ressources en hydrocarbures. Cet accord signifie un accroissement des recettes de 250 à plus de 1000 millions de dollars annuels.

LES CONFLITS

Toutefois, pour réussir ces transformations, le chemin est sinueux. Des conflits sont activés par des groupes d'opposition (mouvements régionaux et partis traditionnels) qui ne veulent pas perdre leurs avantages historiques et qui sont marqués par un profond racisme. Des pressions s'exercent aussi sur Evo Morales de la part des entreprises transnationales et des États-Unis. Le nouveau gouvernement bolivien a posé des limites à leur action, à partir de l'exercice de la souveraineté nationale.

Quelques mouvements sociaux se mobilisent contre le gouvernement du MAS (Movimiento Al Socialismo, parti de Morales) autour de demandes corporatives et sectorielles, comme c'est le

cas des Coopératives minières de Huanuni. De manière contradictoire, les peuples indigènes et originaires maintiennent une relation ambivalente avec le gouvernement.

Un autre aspect négatif apparaît dans la répétition de pratiques traditionnelles de clientélisme qui affectent les institutions étatiques. Finalement, il existe une tendance vers l'autoritarisme de quelques secteurs du MAS et une relation peu ouverte vers la classe moyenne urbaine et progressiste qui a voté pour le changement.

LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Avec le principe «nous voulons des partenaires et non des patrons», le gouvernement de Evo Morales a défini les règles du jeu de la coopération internationale, exigeant qu'elle réponde aux politiques et aux stratégies du gouvernement bolivien. Cette coopération est parcourue par différents courants, depuis ceux qui préconisent l'appui solidaire jusqu'à ceux qui promeuvent une coopération sous conditions. Dans ce cadre, le gouvernement agit avec indépendance et dignité, mais court le risque de perdre l'appui financier de certaines organisations de coopération, spécialement des États-Unis.

> María Isabel Caero, Coordinatrice E-CHANGER Bolivie

OÙ VA L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE?

L'Assemblée Constituante a été conçue comme le moyen pour trouver une solution aux problèmes de la Bolivie. Le peuple a choisi ses représentants. Le délai pour accomplir cette tâche est d'une année mais, après trois mois, les délégués ne sont pas encore parvenus à se mettre d'accord sur la forme et sur les procédures. Une bonne part de l'opinion publique commence à montrer des signes de déception et de scepticisme.

L'ORIGINE DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

L'exigence d'une Assemblée Constituante a acquis une dimension nationale avec la Marche Indigène de juin 2002. À partir de cette date, personne n'a pu l'ignorer. À l'époque, le pouvoir avait rejeté la demande indigène, affirmant que «l'Assemblée n'est pas nécessaire et n'est pas légale». Quand la révolte populaire d'octobre 2003 l'a imposée, ceux qui la rejetaient ont essayé de se l'approprier. Ce sont ces mêmes personnes qui tentent aujourd'hui de compromettre son existence.

Les peuples indigènes de l'Altiplano et des terres basses représentent la majorité quantitative et qualitative du pays. Ils ont exigé la création de l'Assemblée Constituante, en précisant clairement qu'il ne s'agissait pas de mettre en oeuvre de petites réformes mais de refonder le pays.

SES TÂCHES ET LIMITATIONS

La future structure de l'État est en discussion. Les Constituants ne pourront pas éviter de débattre des trois grands axes qui ont articulé la mobilisation sociale de ces dernières années:

- > La défense de la souveraineté nationale (économique, politique et culturelle)
- > Le respect et la valorisation de la diversité qui inclut le thème des autonomies – à différents niveaux, non seulement départemental – et l'équité.
- > L'engagement croissant de la société civile, c'est-à-dire la gestion

sociale, en partant du principe «moins d'Etat et plus de société».

Les limitations visibles de l'Assemblée ont deux origines. La première est l'inexpérience et la préparation réduite de beaucoup de délégués. La seconde provient des erreurs regrettables de la Loi de Convocation qui n'a été cohérente ni avec l'origine de la demande constituante, ni avec ses objectifs et ses possibilités.



Andrés Gautier

LA GHETTOÏSATION DE LA RICHESSE – LA SUISSE UN EXEMPLE

La votation en faveur de la nouvelle Loi sur l'asile et sur les étrangers, encore plus discriminatoire que les versions antérieures n'a pas appelé de réactions dans les médias boliviens. Sans doute parce que la Suisse n'est pas un pays de forte immigration andine. Cependant, ce qui n'est pas passé inaperçu à la Paz, fut la promulgation par le Président des Etats-Unis, George W. Bush, d'une loi qui accorde un financement pour la construction d'un mur frontalier avec le Mexique ainsi que d'avantage de fonds pour la lutte contre l'immigration.

Toutefois, ce n'est pas le moment de perdre espoir. A Sucre, capitale constitutionnelle de la Bolivie, sont présents les mouvements sociaux et les peuples indigènes, vigilants et exigeants. Ils ne paraissent pas disposés à permettre que leur demande historique soit une fois de plus frustrée.

> Rafael Puente, analyste politique bolivien

La Suisse ne fait pas exception à la politique de la peur des pays riches du Nord qui veulent protéger leur bien-être construit sur la colonisation, sur le dos de l'Afrique et de l'Amérique Latine. Elle se comporte comme l'enfant gâté qui veut garder ses privilèges, ignorant la façon dont elle les a acquis. Pour moi, comme citoyen suisse, je dois dire que je ressens une profonde honte pour les limitations mentales de mon pays.

Il faut dire que les bourgeoisies nationales ont très bien su camoufler l'origine des richesses, orientant le regard de la population sur le péril externe. Avant c'était le juif, le communiste, aujourd'hui c'est le migrant. Le danger vient toujours d'ailleurs...

La lueur d'espoir est qu'indépendamment de ce qui se passe dans les pays du Nord, la Bolivie et d'autres pays d'Amérique Latine sont en train de récupérer leur dignité affirmant leur indépendance face à la domination des Etats-Unis, en créant de nouvelles alliances et en récupérant le contrôle sur leurs ressources naturelles (gaz, pétrole et minerais...)

> Andrés Gautier, Coopér-acteur E-Changeur

ETRANGERS DU MONDE

Il y a mille raisons qui vous poussent à quitter la terre qui vous a vu naître pour partir vers l'inconnu. Certain-e-s émigrent par curiosité ou goût de l'aventure... D'autres en désespoir de cause. Moi, j'ai choisi de travailler et vivre en Bolivie. Ici les gens ne rêvent que d'une chose: partir pour revenir avec un petit pécule pour ouvrir un commerce, s'acheter un bout de terrain... Ce rêve se change en réalité douloureuse quand le passage de la frontière réussit et qu'ils deviennent clandestins, mal-aimés, rejetés par une société de plus en plus excluante.

Cela fait un peu plus d'un an et demi que je vis à Cochabamba, où je travaille avec les femmes rurales du département. Je suis blanche aux yeux bleus, alors que la majorité de la population est amérindienne. C'est un sentiment étrange que d'être toujours repérable en tant que «gringita». Au départ, je répondais du tac au tac: «Non, je ne suis pas une yankee!» Et puis, j'ai fini par m'y habituer.

Les gens m'ont accueilli avec simplicité, même si mon porte-monnaie de volontaire n'est pas trop garni. Pas de harcèlement, pas d'humiliation. Mes collègues et partenaires pourraient me considérer comme une «sale profiteuse», ce que nous faisons si souvent en Europe. Mais non! Ils respectent les efforts d'adaptation que je fais et m'écoutent quand je donne mon avis



Véronique Blech

d'occidentale. Nos rapports sont fondés sur le respect mutuel.

Pas une fête à laquelle on ne m'aurait invitée comme si je faisais partie de la famille, «pour ne pas rester seule et abandonnée des tiens». Après deux mois d'absence, j'ai été accueillie les bras ouverts, comme si j'étais partie deux ans...

Merci, car ce sont toutes ces attentions, cette chaleur humaine qui rendent la vie d'un-e exilé-e vivable, qu'il/elle le soit volontairement ou non.

> Véronique Blech, Coopér-actrice E-Changeur

LE FORUM SOCIAL MONDIAL

«L'HUMANITÉ À LA RECHERCHE DE NOUVEAUX HORIZONS»



Francisco «Chico» Whitaker

En janvier 2007, le Forum Social Mondial (FSM) se réunira pour sa sixième édition à Nairobi, Kenya. Entretien avec Francisco «Chico» Whitaker, militant social brésilien et l'un des huit co-fondateurs du FSM pendant sa visite à Berne et Fribourg organisée par E-CHANGER en novembre dernier. Whitaker a été couronné du Prix Nobel alternatif 2006 qu'il recevra en décembre à Stockholm.

Le FSM vit non seulement une intense et propre dynamique, mais aussi un débat interne sain. Dans ce dernier, se concentrent la tactique et la stratégie, la nécessité ou non d'un programme pour le Forum, les temps politiques et l'état des mouvements sociaux mondiaux.

De nombreuses voix affirment que le forum souffre d'une perte de son pouvoir de convocation et d'une vitesse de croisière décroissante. Cette déclaration est provocatrice et la réaction de Whitaker est tranchante. Pour lui, le FSM est un espace où les gens, la société civile de tous les pays du monde peuvent se rencontrer, échanger, chercher des solutions communes. «Cet espace n'est pas en phase de reflux. Il le serait si personne ne voulait continuer à se retrouver et à s'organiser. Ce n'est pas le cas. Les préparatifs pour Nairobi le démontrent. L'attente face au prochain Forum social mondial en Afrique est énorme.»

Whitaker prend toutefois du recul et admet des nuances conceptuelles. «Quand certains affirment que l'altermondialisme est en recul, ils font référence à la situation de certains mouvements sociaux. Ceux-ci,» reconnaît Whitaker, «n'ont pas encore trouvé d'alternative intégrale à un modèle néo-libéral – avec sa composante militaire – qui continue à être très fort. Nous ne devons pas imposer un programme politique au FSM. Les mouvements sociaux doivent définir leur propre programme. Mais aucun de ces mouvements ne peut prétendre être l'unique ni le meilleur. La diversité énorme qui règne dans le FSM ne cadre pas dans un projet unique, intellectuellement prédéfini», souligne le Prix Nobel alternatif 2006.

Chaque jour apparaissent de nouveaux acteurs et protagonistes. La thématique écologique, par exemple, a crû durant ces dernières années de manière incroyable. Le concept de la responsabilité sociale des entreprises s'est aussi développé, certaines commencent à s'interroger sur l'idée même du profit. «C'est pourquoi nous ne pouvons pas réduire le FSM à un modèle complet et achevé. Nous ne pouvons revenir en arrière appliquant des recettes du passé. Cette situation n'empêche nullement qu'à un moment donné, l'humanité puisse définir la société nouvelle que

nous voulons tous. Mais ce sera un long processus qui exigera de la patience», souligne Chico Whitaker.

> Sergio Ferrari

L'ALTERMONDIALISME SELON IGNACIO RAMONET

«L'altermondialisme, la recherche d'options et d'alternatives au niveau planétaire, a été l'une des grandes nouveautés de ces dernières années... Jamais comme actuellement, la nécessité de construire un monde différent n'a été aussi forte, car le fonctionnement de la planète est illogique. Toutefois, nous nous rendons compte que le mouvement patine, qu'il tourne en rond... Je crois essentiel que le mouvement altermondialiste choisisse son camp et se fixe un programme. Je l'ai proposé, il y a deux ans au FSM de Porto Alegre, avec un groupe de personnalités. Nous avons défini une douzaine de points faisant l'unanimité tout en maintenant la diversité. Je continue à penser qu'il faut intégrer ces douze points comme objectifs et tirer tous à la même corde. Ainsi le mouvement retrouverait un sens et il s'engagerait dans une position politique». (SFi)

DE PORTO ALEGRE À NAIROBI

Le Forum social mondial (FSM) est né en janvier 2001 à Porto Alegre, Brésil. Cette année-là, la société civile de la planète s'est réunie pour la première fois et s'est affirmée comme l'anti-Davos avec la consigne «un autre monde est possible». Depuis lors, le FSM a connu un développement quasi explosif. Il est passé de 20'000 participants lors de sa première édition à plus de 150'000 lors de la cinquième convocation en 2005. Il s'est multiplié en dizaines de forums continentaux, en centaines de forums nationaux, régionaux ou thématiques.

Entre le 20 et 25 janvier 2007, le FSM sera en Afrique pour la première fois. «Les activités et les initiatives africaines, précise Whitaker, occuperont un espace primordial dans le programme. L'Afrique, pour nous, se transformera à Nairobi en centre du monde. Tout indique que le rendez-vous kenyan sera très important.» Une délégation suisse y participera. Elle est organisée par E-CHANGER et Alliance Sud avec le soutien de Comedia, syndicat de médias. (SFi)

DÉPARTS



Claire Rinaldi et Olivier Grobet

Claire Rinaldi et Olivier Grobet, respectivement animatrice socioculturelle et sociologue éducateur-journaliste, sont partis début novembre pour Salvador de Bahia au Brésil. Au service de l'Union pour l'habitat populaire dans la région de la Bahia, ils renforceront les liens de communication entre les mouvements et les associations. Ils seront également un appui dans le domaine socioculturel pour que les membres puissent se former, faire des échanges entre les groupes et exprimer leurs droits.

Leur groupe de soutien «PourquoiPasToit» les accompagnera durant leur affectation.



Matthieu Cramer

Matthieu Cramer, licencié en mathématiques et enseignant, s'est envolé au mois d'août pour la Colombie, pays dans lequel il a vécu et travaillé à titre personnel durant plusieurs années. Il a rejoint la Mairie de Inzá dans le Caucá afin d'appuyer les responsables municipaux ainsi que les groupes locaux d'agriculteurs. Ce volontaire aura une double tâche: d'une part celle de coordonner l'élaboration d'un accord commercial entre cinq municipalités pour la production agroalimentaire; d'autre part il participera à la formation des groupes d'agriculteurs dans le domaine de la production et de la commercialisation, afin de fortifier l'économie régionale.

Son groupe de soutien genevois est déjà actif pour l'appui à cette municipalité depuis plusieurs années.

RETOURS

Corinne Dobler, journaliste, est rentrée de Passo Fundo dans le Rio Grande Do Sul (Brésil), où elle accompagnait le Mouvement des femmes paysannes (MMC) au niveau de la communication. Ensemble, elles ont ouvert des canaux régionaux d'informations pour mieux faire connaître le rôle spécifique des femmes dans leur lutte pour la reconnaissance de leur travail et de leurs droits. Corinne s'engage désormais dans la région de Berne.

Mugiho Takeshita, diplômée en sciences sociales, s'est investie durant plus de trois ans avec plusieurs groupements de femmes et d'éleveurs dans la région sahélienne de Dori au Burkina Faso. La volontaire a rempli sa tâche de coordinatrice et de formatrice en accompagnant les femmes dans leur travail de transformation du lait en produits de commercialisation régionale. Ces Burkinabées ont développé leurs capacités de gestion de leur propre entreprise, désormais rentable. Elles sont reconnues au niveau régional et pourraient servir d'exemple jusque dans les pays frontaliers.

Mugiho est depuis peu inscrite à l'IUED (Genève) où son expérience de coopération avec les femmes paysannes servira de support à son travail de doctorat.

Nous remercions ces deux ex-volontaires de leur engagement et leur souhaitons une bonne réinsertion.

NOUVEAU! ARCHIVES ET NEWSLETTER E-CH

A partir de décembre 2006, la cellule «communication» de E-CH offrira deux nouvelles fonctionnalités à ses membres et sympathisants. Tout d'abord, un système d'archives (avec moteur de recherche) réunissant sur une base de données unique toutes les contributions majeures de notre service de presse depuis 2001 (<http://e-changer.instanthost.ch/c060109/ko.nsf>).

Ensuite, afin de valoriser comme il se doit les contributions régulières de notre service de presse et de nos volontaires & partenaires, nous allons automatiser l'envoi d'une newsletter (lettre d'information) aux 1'000 personnes ou institutions qui sont abonnées à notre service de presse. Outre le confort de lecture, cela permettra à chacun-e de recevoir régulièrement les dernières infos du Sud et du Nord dans sa boîte de courrier électronique.

AGENDA

18 au 22 décembre 2007

Stage d'introduction E-CH au Bouveret

6 janvier 07, après-midi et soirée

Présentation de Franziska Oggier (groupe de soutien Belo Horizonte) à l'école d'agriculture de Châteauneuf-Conthey (VS)

10 janvier 2007

Forum «Apprendre du Sud», HEVS-Sion, 9h00-16h00, auditoire FXB

15 au 27 janvier 2007

Délégation suisse au Forum Social de Nairobi - Kenya (cf. www.forumsocialmundial.org.br).

20, 23, 25, 27, 30 janvier et 1^{er} février 2007

Journées/soirées de lancement en Suisse romande de la campagne œcuménique de l'Action de Carême et Pain pour le prochain sur le thème: «Tout travail doit respecter la dignité humaine» (cf. www.campagneoecumenique.ch).

10 février 2007

Fête de départ de Djinn Pourkiani à Genève.

Lieu à confirmer (cf. www.echanger.ch).

03-04 mars 2007

Rencontre E-CHANGER sur les résultats des groupes de travail constitués lors de l'assemblée générale ordinaire de juin 06. Une information sera envoyée aux membres E-CH par courrier postal.

18 au 25 mars 2007

Festival de films de Fribourg, engagement de E-CH à travers le prix et le jury des jeunes (cf. www.fiff.ch).



ACTION DE CAREME

Banque Cantonale de Fribourg
Freiburger Kantonalbank
simplement ouvert - einfach offener

duplire
VOS PAPERIES

IMPRESSUM Responsable d'édition: Sergio Ferrari | Rédacteurs: Agnès Jubin, André Gautier, Bruno Clément, Luc Recordon, Maria Isabel Caero, Nicolas Geinoz, Rafael Puente, Sergio Ferrari, Simon Allaz, Véronique Blech | Traductions: Rosemarie et Maurice Fournier Michelet, H.P. Renk | Corrections: Nicolas Geinoz et Sergio Ferrari | Mise en page: Jacques Berset Studio | Impression: Imprimerie MTL Villars-sur-Glâne (1500 ex.) | Publicité: s'adresser le matin au secrétariat 026 422 12 40 | Prochaine parution du Coopér-action: mars 2007